

Mort d'un témoin

Etrange « accident » — une nouvelle affaire « Z » ? — que celui survenu au député Panagoulis, qui s'apprêtait à publier des dossiers explosifs.

■ Une foule immense — près de cinq cent mille Athéniens — a assisté mercredi dernier aux obsèques d'Alekos Panagoulis, ce jeune député de trente-huit ans qui symbolisait la résistance au régime des colonels grecs, Panagoulis est-il mort dans un banal accident de la circulation ? A-t-il été victime d'une machination criminelle montée par l'extrême-droite grecque ? Le gouvernement de Constantin Caramanlis vient d'opter officiellement pour la première hypothèse. Toute l'opposition, du centre à l'extrême-gauche, affirme au contraire que Panagoulis a été assassiné. En effet, trop de mystères, de faits troublants, de conclusions hâtives et contradictoires entourent encore la mort de Panagoulis pour ne pas songer à une sorte de *remake* de « Z », de l'assassinat en 1963 du député Lambrakis.

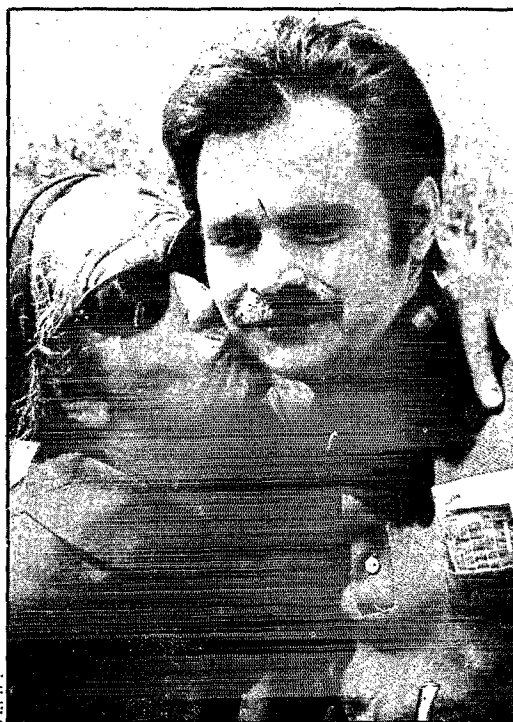
Le samedi 1^{er} mai, vers 1 heure du matin, Alekos Panagoulis quitte un restaurant connu d'Athènes, le « Psaropoulos ». Il vient d'y dîner avec trois amis. Dans la salle, il y a aussi Georges Mavrós, le leader de l'Union du Centre, le parti que Panagoulis a quitté quelques mois plus tôt pour mener en toute indépendance une lutte qu'il veut implacable contre tous ceux qui ont collaboré activement avec la dictature. Panagoulis, auteur d'un attentat manqué le 13 août 1968 contre le colonel Papadopoulos, a connu alors les pires tortures : bastonnades de la plante des pieds, brûlure des organes sexuels, arrachage des ongles ; bref, toute la panoplie. Condamné à mort le 17 novembre 1968, il fut amnistié en août 1973. Dès juillet 1974, au lendemain du renversement de la dictature, il est convaincu que, sans véritable épuration, les dangers de coup d'Etat militaire persisteront en Grèce.

« Je t'écraserai »

Aidé par l'organisation Edin, qui regroupe des jeunes de tendance centre-gauche, il se procure une partie des archives de la police militaire E.A.T.-E.S.A. et commence à les publier le 19 avril dans un grand journal d'Athènes : « Ta-Nea ». A partir des carnets, des dossiers des deux principaux tortionnaires de la dictature : Hatzizisis et Théophiloyanakis, il révèle les méthodes de la police militaire. Le samedi 24 avril, le gouvernement grec interdit à « Ta-Nea » de poursuivre la publication. La justice réclame les archives de Panagoulis pour ouvrir une nouvelle enquête sur les crimes de la dictature...

Panagoulis refuse. Il sait qu'on cherche à le faire taire parce qu'il vient d'annoncer pour la semaine suivante des révélations sur « la trahison de Chypre » et la participation de certains hommes politiques grecs à l'attentat contre Makarios en juillet 1974. Il décide finalement de faire ces révélations devant le parlement le lundi 3 mai.

Le vendredi 30 avril, Panagoulis est nerveux. Il reçoit menace sur menace. Par deux



Alekos Panagoulis avec sa mère
Un symbole de la résistance aux colonels

fois déjà, à Athènes et à Salonique, des automobilistes ont tenté de l'intimider à coups de pare-chocs. A son amie Oriana Fallacci, la plus connue des journalistes italiens, il dit : « Fais attention toi aussi ; avec ces révélations, je risque un accident de voiture. » Déjà, depuis quelques semaines, il prend des précautions. Deux amis restent en permanence avec lui ; il emprunte des voitures, la sienne étant trop connue. Vers 21 heures, ce samedi, il reçoit un coup de téléphone d'Evangelos Averoff, le ministre de la Défense, celui que l'on appelait « le Pont » du temps de la dictature car il faisait la liaison entre Caramanlis exilé à Paris et la *junte*. Averoff sait que Panagoulis va le mettre en cause à propos de l'affaire de Chypre. Mots, insultes : Averoff raccroche après avoir dit, selon la mère de Panagoulis et sa secrétaire qui sont présentes : « Je t'écraserai. »

Seul, cette fois, Panagoulis se rend au restaurant « Psaropoulos » avec sa propre voiture, il en ressort donc à 1 heure du matin. Cinquante minutes plus tard, sur la route de Vouliaguenis, où il vit, dans la banlieue sud-est d'Athènes, il heurte une voiture, quitte la route, s'écrase contre le mur d'un magasin de luminaires. Mort sur le coup.

Un chauffeur de taxi témoin de l'accident affirme que la « Jaguar » ou l'« Alfa Romeo » rouge qui précédait la « Fiat » de Panagoulis roulait, elle aussi, à vive allure, et qu'elle a freiné brusquement lorsque Panagoulis a

essayé de la doubler. Son chauffeur a ralenti, le temps que la « Fiat » s'écrase, puis a disparu sur les chapeaux de roue par une transversale en sens interdit et pris la direction d'Athènes.

La télévision diffuse la nouvelle le dimanche à 14 heures — il n'y a pas de journaux ce week-end de 1^{er}-Mai — et déclare qu'il s'agit d'un banal accident. Les autorités imposent leur version officielle. A partir du lundi, la famille de Panagoulis et toute l'opposition relèvent les nombreux mystères qui entourent l'accident. Déjà, des techniciens de Fiat venus de Turin constatent, après examen de la voiture, qu'elle était en parfait état. Des médecins ayant pratiqué l'autopsie du corps de Panagoulis affirment qu'il n'avait pas bu d'alcool, comme la police l'avait insinué.

Une « Jaguar » rouge appartenant à un industriel d'Athènes est retrouvée dans la ville ; l'aile arrière est défoncée, on peut y voir des traces de peinture verte, la couleur de la voiture de Panagoulis. La police interroge le propriétaire et le met hors de cause très vite : un homme vient de se présenter et s'accuse d'être l'auteur de l'accident.

Les survivants de la dictature

Il s'appelle Michel Stefan et déclare avoir attendu trois jours avant de se présenter à la police parce que les papiers de sa voiture, une « Peugeot 504 » blanche, ne sont pas en règle. L'immatriculation de son véhicule est française et il n'a pas encore effectué les opérations de dédouanement. A Paris, où il a vécu de 1971 à 1974, nous enquêtons avec une consœur grecque pour préciser la personnalité de l'« accusé volontaire ». Dans les milieux de la confection tenue par des Grecs à Réaumur-Sébastopol, on le connaît bien et on ne l'aime guère ; bon technicien, bon coupeur, mais petit truand : chèques en bois, dettes et, pour finir, départ en Grèce avec cette « 504 » payée avec de l'argent avancé par un dernier employeur particulièrement imprudent. Politiquement : ni à gauche ni à droite ; mais une fringale insatiable d'argent. Un personnage tout indiqué pour une manipulation éventuelle. Mais laquelle ?

Arrêté plusieurs fois pour infraction au code de la route, Stefan n'a jamais été inquiété alors que sa voiture n'était pas en règle. Pourquoi ? Un chantage a-t-il été exercé sur lui comme le pensent de nombreux Grecs ? Surtout, Stefan possède une voiture de couleur blanche, alors que les témoins sont formels sur la couleur rouge sombre du véhicule qui a provoqué l'accident. D'autre part, pourquoi Karathanasis, le chef de la Sûreté d'Athènes (sympathisant de la *junte*), qui ne suivait pas cette affaire, s'est-il enfermé avec Stefan avant même que le juge qui s'occupe du dossier n'ait pu le voir et l'interroger ? On apprenait enfin que le dernier employeur de Stefan à Athènes est le grand couturier Mavropoulos, dont les liens avec les hommes de l'ex-*junte* sont bien connus...

Face à la précipitation avec laquelle les autorités ont classé l'affaire, la presse grecque répond : « Le mystère s'épaissit. » Mais, accident banal ou meurtre prémédité, la disparition de Panagoulis assombrit de nouveau cette Grèce où la démocratie demeure bien fragile. L'armée reste toujours « travaillée » par l'extrême-droite. Des fonctionnaires plus que mouillés avec la dictature continuent d'occuper des postes de responsabilité. Constantin Caramanlis, malgré son grand succès aux élections (plus de 70 % des votes), n'est pas parvenu à écarter les amis des colonels. Leur pression demeure forte. C'est ce que Panagoulis voulait prouver.

HERVE CHABALIER